

Appui technique international

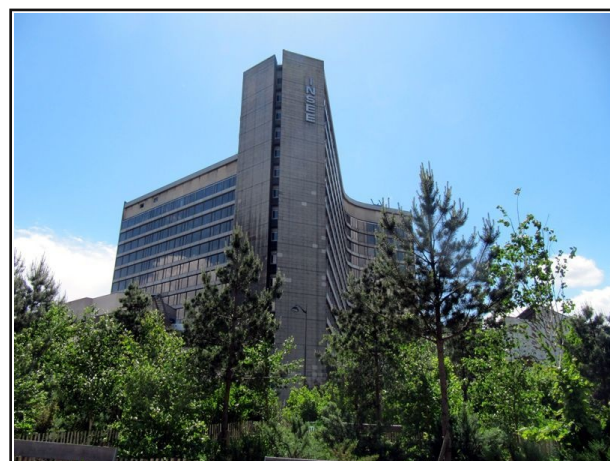
Lettre d'information n° 9, décembre 2017



SOMMAIRE

Éditorial	1
Bilan du contrat de services à échéance fin 2017 au profit de l'INS serbe	2
Séminaire annuel sur les comptes nationaux à l'attention des États membres d'Afristat	3
Séminaire Afristat – Insee sur les répertoires d'entreprises et les nomenclatures	4
L'Insee était présent à l'ISI2017 – Marrakech	4
Jumelage européen au profit de la Bosnie-Herzégovine	5
Interview de Marie-Madeleine Fuger, experte en nomenclatures économiques	6
Organisation de la coopération internationale à l'Insee	7
En bref – La coopération de l'Insee au 2 nd semestre 2017	8

Éditorial



Ce numéro de la lettre d'information *Appui technique international* décrit les activités de l'Insee en matière de coopération internationale au cours du second semestre 2017.

C'est tout d'abord l'occasion de dresser un bilan du contrat de services au profit de l'INS serbe, arrivé à échéance fin 2017.

D'une durée de deux ans, ce contrat sur financement européen aura permis à l'Insee d'apporter aux collègues serbes un appui technique sur plusieurs composantes du projet, principalement dans le domaine des comptes nationaux.

Ensuite, l'Insee a participé à trois événements internationaux : participation à un séminaire sur les comptes nationaux, organisé par Afristat et la Banque africaine de développement (Bamako, Mali) ; co-organisation avec Afristat d'un séminaire sur les répertoires d'entreprises et les nomenclatures (Libourne, France) ; participation à l'ISI2017 – Marrakech (Maroc), le 61^e congrès biennal de l'Institut international de statistique.

Par ailleurs, Marie-Madeleine Fuger, experte de l'Insee en nomenclatures économiques, est interviewée sur les actions de coopération qu'elle a menées depuis deux ans, principalement des missions en Europe de l'Est et au Maghreb. Elle décrit notamment l'impact de ces actions sur les travaux des INS bénéficiaires.

Enfin, un appel d'offres pour un jumelage européen au profit de la Bosnie-Herzégovine a été récemment remporté par un consortium composé de quatre INS européens, dont l'Insee. Ce projet, piloté par l'INS danois, démarrera début 2018.

Cette lettre d'information se termine par un bilan des actions de coopération menées au cours de l'année 2017 par la division *Appui technique international* de l'Insee.

Bonne lecture !

Bilan du contrat de services à échéance fin 2017 au profit de l'INS serbe

Fin 2017, se termine le contrat de services sur financement européen au profit de l'INS serbe et dans lequel l'Insee est partie prenante.

L'objectif de ce projet était de renforcer le système statistique serbe par l'amélioration de ses méthodes et normes et la mise en place de bonnes pratiques.

L'Insee, représenté par Expertise France, faisait partie du consortium qui a remporté l'appel d'offres correspondant. Mené par GOPA, une société allemande, ce consortium comprenait également les INS italien (Istat) et néerlandais (CBS), ainsi que deux entreprises de conseil et services numériques, ATOS et Eurolink Con-sultants.

Les trois composantes du projet étaient :

- Informatique (mettre à niveau le système de technologies de l'information et de la communication) ;
- Comptabilité nationale (améliorer le système de comptes nationaux) ;
- Indicateurs de développement durable (développer un ensemble d'indicateurs pour les objectifs de développement durable).

L'Insee a participé à ces trois volets à des degrés divers :

- Sur la composante informatique, une délégation serbe est venue en visite d'étude à l'Insee en octobre 2017 sur le thème de l'interopérabilité des répertoires administratifs. Une dizaine d'experts de l'INS français sont intervenus, issus du secrétariat général informatique, des directions chargées des statistiques et des répertoires sur les ménages et les entreprises, ou encore de l'unité des affaires juridiques ;

- Sur la composante Comptes nationaux, l'expert-clé était un spécialiste de ce domaine à l'Insee, à présent retraité. Une trentaine de missions ont été réalisées au sein de l'INS serbe, pour partie par l'expert-clé, mais aussi par six experts court-terme, dont un expert senior ayant apporté une contribution décisive en fin de projet.

L'essentiel du travail a consisté à accompagner les comptables nationaux serbes dans la réalisation de tableaux ressources-emplois et à rédiger des livrables décrivant la méthodologie mise en œuvre à toutes les étapes du processus ;

- sur la composante Indicateurs de développement durable, la direction générale du Trésor et le département des Comptes nationaux de l'Insee ont chacun apporté un appui technique à distance sur le calcul d'un indicateur : respectivement, le taux de change effectif nominal et réel de la Ser-

bie, et la part des taxes environnementales et du travail dans les recettes fiscales totales provenant des impôts et de la contribution sociale.

L'INS serbe est un partenaire de longue date de l'Insee et bénéficie d'un appui dans le cadre de la coopération bilatérale. En 2017, ce programme a été coordonné avec celui du contrat de services. Le programme 2018 pourrait être l'occasion d'approfondir, si besoin est, les travaux entamés dans le cadre de ce contrat.

► Serge DARRINÉ

Période d'exécution du projet	Janvier 2016-décembre 2017
Type de financement	Aide aux pays candidats à l'adhésion européenne
Montant global du contrat	3,4 M€
Implication de l'Insee	186 jours-hommes
Composante informatique	3 jours-hommes
Composante Comptes nationaux	175 jours-hommes
Composante Indicateurs de développement durable	8 jours-hommes



Visite d'étude sur l'interopérabilité : la délégation serbe et Olivier HAAG (à droite), expert de l'Insee en statistiques structurelles d'entreprises

Séminaire annuel sur les comptes nationaux à l'attention des États membres d'Afristat

Afristat et la Banque Africaine de Développement (BAD) ont organisé le séminaire annuel sur les comptes nationaux à l'attention des États membres d'Afristat à Bamako (Mali) du 9 au 13 octobre 2017. L'Insee était invité à animer une séance de travail d'une journée et a également contribué à une séance organisée par la BAD.

Cette année, le premier thème retenu était l'état d'avancement des pays dans le passage au Système de comptabilité nationale (SCN) 2008.

Ce passage consiste à élaborer de nouvelles années de base, c'est-à-dire des données comptables prenant en compte les nouvelles nomenclatures internationales, les changements méthodologiques du SCN et de nouvelles sources statistiques, afin de mieux refléter la réalité économique.

Les pays les plus avancés dans ce projet ont présenté des enquêtes réalisées pour asseoir leur nouvelle

base : c'est ainsi que le Sénégal a décrit son Enquête nationale auprès des unités de production informelle (Enupis) et son Recensement général des entreprises (RGE), tous deux réalisés en 2016. Ont également été présentés des travaux menés sur les comptes trimestriels (Cameroun et Burkina Faso) et des projets sur les comptes financiers (Cameroun).

Les derniers développements et actualités de l'outil Eretes d'aide à l'élaboration des comptes nationaux ont ensuite été présentés par l'équipe Eretes de l'Insee.

La deuxième partie du séminaire portait sur le Programme de comparaison internationale (PCI), cycle 2017.

Ce programme statistique, piloté pour l'Afrique par la BAD, vise à établir des comparaisons de prix au niveau international et à estimer des parités de pouvoirs d'achats. Ce nouveau cycle devrait aboutir en décembre 2017 au remplissage du

questionnaire *Modèle de rapport sur les statistiques de dépenses* (MORES). Celui-ci permet de décomposer le produit intérieur brut selon les 155 positions élémentaires de dépenses de consommation définies par le PCI.

À cet effet, l'équipe technique Eretes a présenté en détail l'utilisation et le fonctionnement du module dédié Eretes-PCI, développé spécifiquement pour renseigner le questionnaire MORES selon le formalisme attendu (données et métadonnées) à partir des années de comptes élaborées dans Eretes. Ce module a fait l'objet d'une mise à jour par l'équipe technique Eretes pour tenir compte de la version 2017 du questionnaire MORES.

D'ici la fin de l'année 2017, les pays ayant participé à ce séminaire devraient remplir leur questionnaire MORES et l'envoyer à la BAD.

► Jean-Samy AZIZ et Sophie BOURREL



Participants au séminaire annuel sur les comptes nationaux à l'attention des États membres d'Afristat

Séminaire Afristat – Insee sur les répertoires d'entreprises et les nomenclatures

Le séminaire annuel co-organisé par Afristat et l'Insee s'est déroulé du 3 au 11 juillet 2017 au Centre de formation de l'Insee (Cefil) à Libourne.

Cette année, le thème du séminaire était les répertoires d'entreprises et les nomenclatures.

Il a rassemblé 22 participants issus de onze pays, dont huit pays d'Afrique subsaharienne¹, deux pays du Maghreb (Maroc et Tunisie) et Haïti.

En complément des présentations faites par des experts sur les pratiques de l'Insee en la matière, certains pays participants ont exposé leurs travaux sur ces thèmes.

Des services statistiques ministériels ont également été sollicités.

Le registre des exploitations agricoles a ainsi été présenté par un expert du ministère de l'Agriculture ; de même, le fichier des immatriculations des véhicules a été décrit par un expert du service statistique du ministère de la Transition écologique et solidaire.

Le cadre international a été évoqué à l'occasion d'une présentation sur les manuels internationaux relatifs aux répertoires, en particulier le manuel de l'Unece et celui de la Banque Africaine de Développement.

Les enjeux de qualité des données ont également été abordés tout au long des interventions.

Ces présentations ont permis d'échanger sur les expériences de chacun et d'identifier les points dont la mise en œuvre peut poser des difficultés, tels que la coordination des différents producteurs de données statistiques, ou lors de la création d'un répertoire d'entreprises, projet pouvant créer des problèmes de gouvernance entre l'INS et d'autres administrations concernées.

Le séminaire a également permis d'avoir une information précise sur les projets en cours et les initiatives nouvelles en matière de nomenclatures et de répertoires d'entreprises,

contribuant ainsi à l'amélioration des pratiques dans les pays partenaires.

Des pistes pour capitaliser les bénéfices du séminaire ont été évoquées, par exemple la révision du manuel d'Afristat sur les répertoires à partir des manuels internationaux.

L'Insee remercie tous les intervenants et l'équipe du Cefil pour son accueil.

► *Georges BOURDALLÉ*



Participants et certains intervenants au séminaire Afristat – Insee sur les répertoires d'entreprises et les nomenclatures

L'Insee était présent à l'ISI2017 – Marrakech

Le 61^e congrès biennal de l'Institut international de statistique (IIS, plus connu sous son acronyme anglais ISI) s'est tenu à Marrakech (Maroc) du 16 au 21 juillet 2017.

Il a rassemblé 2 000 participants issus de 120 pays. L'Insee s'est fortement mobilisé pour participer à cet événement organisé par le Haut-Commissariat au plan du Maroc,

partenaire historique de l'Insee en matière de coopération.

Ce congrès réunissait des représentants de la plupart des institutions avec lesquelles l'Insee est en relation au titre de l'appui technique international.

Il s'agit principalement d'instituts nationaux de statistiques (INS) de

pays de l'Union européenne ou de pays, africains pour la plupart, bénéficiaires de cet appui.

Cette présence importante de l'Insee (neuf experts en activité et deux retraités) a été renforcée par la venue du directeur général de l'Insee, Jean-Luc TAVERNIER, qui a participé à une session sur l'indépendance des INS.

1. *Burkina, Cameroun, Congo, Guinée équatoriale, Mali, République centrafricaine, République démocratique du Congo,*

La participation d'experts de l'Insee a également permis de présenter des travaux réalisés en collaboration avec des experts des INS partenaires : organisation et animation d'une session sur la désaisonnalisation des séries dans les pays musulmans, et communication d'une étude réalisée en commun avec le HCP sur la codification des sources administratives au Maroc.

L'Insee a aussi organisé et animé une session sur le recensement de la population et fait à cette occasion une communication sur les nou-

velles techniques de recensement.

L'Insee a également participé à des séances axées sur la coopération internationale et le développement, portant notamment sur la mise en place de répertoires statistiques dans les pays méditerranéens (actions financées par des programmes régionaux de coopération statistique).

Cet événement a en outre été l'occasion de préparer le 16e congrès de l'Association internationale pour les statistiques officielles (ou IAOS

pour International Association for Official Statistics) qui se déroulera à Paris du 19 au 21 septembre 2018.

Une réunion a eu lieu à cet effet, à laquelle a participé Jean-Pierre CLING, chef du département de la coordination statistique et internationale de l'Insee.

La participation française à l'ISI2017 s'est également matérialisée par la tenue d'un stand commun avec Expertise France.

Ce stand a permis de présenter les différents travaux et projets stratégiques de l'Insee, dont le projet Insee 2025, mais aussi son activité de coopération internationale.

Deux brochures réalisées par l'Insee sur les indicateurs associés aux Objectifs de développement durable et sur l'outil Eretes ont également été distribuées.

Enfin, ce stand a été un lieu de rencontres et d'échanges avec (et entre) nos homologues des INS, plus particulièrement ceux des pays du Maghreb et d'Afrique subsaharienne.

► Dominique FRANCOZ et Georges BOURDALLÉ



Participants au séminaire ISI2017 – Marrakech : de gauche à droite, Hassen AROURI, directeur du répertoire d'entreprises de Statistiques Tunisie ; Colette GALANT et Pierrette SCHUHL, Insee ; Jean-Luc TAVERNIER, directeur général de l'Insee ; Ahmed Lahlimi ALAMI, Haut-Commissaire au plan du Maroc ; Georges BOURDALLÉ, Dominique FRANCOZ et Jean-Pierre CLING, Insee

Jumelage européen au profit de la Bosnie-Herzégovine

En août 2017, un consortium composé de quatre INS européens, dont l'Insee, a remporté un appel d'offres pour un jumelage européen au profit de la Bosnie-Herzégovine, d'un budget de 1,5 million d'euros.

Ce projet, qui démarrera début 2018, est piloté par l'INS danois. Outre ce dernier et l'Insee, le consortium comprend les INS finlandais et croate.

Les bénéficiaires de ce jumelage sont les suivants : d'une part, l'Agence de statistique de Bosnie-Herzégovine, l'Institut statistique de la Fédération de Bosnie-Herzégovine² et l'Institut statistique de la République serbe de Bosnie², ces organismes constituant à eux trois le système statistique bosnien ; d'autre part, la Banque centrale de Bosnie-Herzégovine.

Au sein du système statistique bosnien, l'agence est responsable de l'agrégation et de la diffusion des données, de l'établissement des normes (méthodes et nomenclatures) et de la coopération internationale ; les deux instituts produisent quant à eux des statistiques se rapportant à leur entité territoriale.

2. La Fédération de Bosnie-Herzégovine se situe majoritairement au centre et en bordure ouest du pays, tandis que la République serbe de Bosnie se situe majoritairement au nord et en bordure est du pays. Voir la carte correspondante, proposée par le site Wikipédia : <https://fr.wikipedia.org/wiki/Bosnie-Herz%C3%A9govine>.

Les thèmes couverts par ce jumelage sont nombreux : comptes régionaux ; statistiques d'entreprises (statistiques structurelles ; répertoire d'entreprises ; utilisation des données administratives ; diminution de la charge statistique) ; indices des prix de production dans la construction et les services ; statistiques du tourisme ; balance des paiements ; statistiques trimes-

trielles sur la position extérieure globale.

Au cours des deux années que durera le projet, l'INS danois prévoit d'organiser une soixantaine d'actions (missions et visites d'études) faisant intervenir près de quarante experts du Danemark et des trois pays partenaires.

Les experts de l'Insee devraient intervenir sur les trois thèmes suivants : comptes régionaux, indices des prix de production dans la construction et les services et statistiques du tourisme.

► *Serge DARRINÉ*

Interview de Marie-Madeleine Fuger, experte en nomenclatures économiques

Quels sont les besoins d'assistance technique dans le domaine des nomenclatures économiques ?

Ces besoins se rapportent principalement à la connaissance des nomenclatures (contenu et utilisation), leur mise en œuvre (notamment à la suite de révisions) et la promotion de leur utilisation.

Quelles actions de coopération avez-vous menées récemment ?

En 2015, j'ai effectué deux missions pour des INS de pays situés à l'est de l'Union européenne, l'Ukraine et le Kazakhstan.

La première mission, qui a eu lieu à Kiev, visait à apporter un appui technique à l'INS ukrainien sur la révision de la nomenclature de produits. Cette action était organisée dans le cadre d'un jumelage européen piloté par l'INS danois.

La seconde mission, qui s'est déroulée à Astana, visait à faire des propositions, d'une part, pour améliorer les méthodes de gestion des nomenclatures de l'INS kazakh, d'autre part, pour y développer un serveur de nomenclatures. Cette action s'inscrivait dans un projet financé par la Banque mondiale.

En 2017, j'ai effectué deux missions pour des pays du Maghreb, la Tunisie et le Maroc.

La première mission, qui a eu lieu à Tunis, effectuée auprès de Statistiques Tunisie, avait pour objectif d'élaborer un plan d'action pour



Marie-Madeleine FUGER, experte de l'Insee en nomenclatures économiques

l'appui technique, l'apprentissage et la diffusion de la nomenclature d'activités tunisienne auprès des utilisateurs, statisticiens ou non.

La Tunisie a développé une nomenclature d'activités, la NAT 2009, emboîtée dans la nomenclature européenne des activités économiques (NACE Rév. 2).

Cette action était réalisée dans le cadre de la coopération bilatérale de l'Insee.

La seconde mission, qui s'est déroulée à Rabat, visait à animer des ateliers réunissant trois organismes marocains : le Haut-Commissariat au plan, le ministère de l'Industrie et l'Office des changes.

L'objectif était de les aider à mettre systématiquement en œuvre, dans leurs travaux, des nomenclatures d'activités et de produits harmonisées avec les standards internationaux actuels.

Cette action était elle aussi réalisée dans le cadre de la coopération bilatérale de l'Insee.

En 2017, j'ai également participé au séminaire annuel organisé par l'Insee et Afristat au Centre de formation de l'Insee à Libourne (Cefil), qui portait sur les répertoires d'entreprises et les classifications économiques. Ce séminaire réunissait des statisticiens d'États membres d'Afristat, du Maroc, de Tunisie et d'Haïti. Mon intervention, qui consistait à animer en alternance des exposés et des discussions avec les participants, avait pour objectif de renforcer leur connaissance du système international de nomenclatures économiques et leur capacité à mettre en œuvre des nomenclatures nationales adaptées à leur système statistique national.

Quel est selon vous l'impact de ces actions ?

En Ukraine, où l'INS est très désireux d'aligner son dispositif statistique sur les standards européens, la mission a permis d'explicitier les principes qui sous-tendent l'opération de révision des nomenclatures ; d'aider l'INS à gagner en autonomie dans le domaine des concepts mis en œuvre, ainsi que dans l'interprétation des nomenclatures ; et d'améliorer le processus de mise en œuvre.

Au Kazakhstan, la mission débordait du cadre des seules nomenclatures économiques, une partie de la demande portant sur les nomenclatures sociales.

Mais le fil directeur était de retenir les standards européens comme critère d'élaboration du dispositif.

La mission a permis à l'ensemble des parties prenantes, statisticiens et informaticiens, de mieux connaître les principes des nomenclatures et d'améliorer les outils de gestion pour rendre ces nomenclatures conformes.

En Tunisie, la mission a permis d'expliquer les bien-fondés de ces standards et de définir une stratégie opérationnelle, à mettre en œuvre par l'INS, pour diffuser et promouvoir l'utilisation des nomenclatures officielles.

Cette action doit se concrétiser par un usage généralisé, dans le respect des standards internationaux, de la NAT 2009 par tous les organismes publics tunisiens.

Aussi bien pour la Tunisie que pour le Kazakhstan, les messages portés par un expert extérieur ont par-

fois plus d'impact que lorsqu'ils sont émis en interne.

Pour le Maroc, j'espère que, à terme, l'action réalisée permettra aux divers organismes de mutualiser de l'information ; logiquement, l'utilisation d'une nomenclature commune devrait permettre aux partenaires marocains de réduire les traitements que nécessitent les appariements de fichiers et contribuer à améliorer les échanges intra-organismes.

Concernant enfin le séminaire de Libourne, il a permis d'attirer l'attention des participants sur l'importance des critères qui sont à la base de la construction des nomenclatures et au rôle que ces critères jouent dans le réseau des nomenclatures.

Cela contribue également à améliorer les pratiques de chaque pays en allant vers une harmonisation et donc davantage de comparabilité des statistiques produites à l'aide de ces nomenclatures.

Dans l'ensemble, la portée de cet appui technique va au-delà des nomenclatures à proprement parler, car les travaux menés dans ce

cadre ont un impact plus large sur l'organisation des INS et la coordination statistique au sein des pays.

Quel regard portez-vous sur l'appui technique international dans votre domaine ?

Pour moi, l'appui technique international fait partie intégrante des missions de l'expert en nomenclatures économiques.

En effet, mes travaux s'inscrivent dans un contexte international et européen, il est tout naturel de répondre aux sollicitations des autres pays. C'est l'occasion pour moi, non seulement de prendre du recul par rapport à mon travail, grâce aux expériences des autres pays, mais aussi d'approfondir mon expertise : c'est un cercle vertueux !

Cela me permet en outre de constituer un réseau de contacts, tant professionnels qu'amicaux, qui contribue à la reconnaissance de l'Insee au niveau international dans le domaine des nomenclatures.

► *Propos recueillis par Serge DARRINÉ*

Organisation de la coopération internationale à l'Insee

La division *Appui technique international* a pour mission de mettre en place le programme de coopération de l'Insee. En 2017, elle a réalisé environ 160 actions, organisées sous forme de visites d'étude en France de délégations étrangères, de missions d'experts français dans les pays partenaires ou de séminaires.

Pour des raisons pratiques, les pays partenaires ont été répartis en trois grandes zones géographiques : Europe (hors Union européenne) et Asie ; Maghreb et pourtour méditerranéen ; Afrique subsaharienne et Caraïbes.

Chacune de ces zones est suivie par un cadre de la division Appui technique international (appelé « responsable géographique »), qui est chargé de :

- Contribuer à la préparation des programmes en concertation avec les pays et organismes partenaires, en particulier les Instituts nationaux de la statistique ;
- Programmer les actions de coopération et leur mise en œuvre (organisation des missions, des visites et des séminaires) ;
- Évaluer les résultats obtenus.

Le responsable géographique s'implique également dans les projets en intervenant en tant qu'expert dans son domaine de compétence.

Deux experts à plein temps gèrent par ailleurs le développement de l'outil Eretes de comptabilité nationale et assurent de nombreuses formations dans ce domaine à l'intention des INS de pays en développement.

La coordination des activités nécessite par ailleurs une logistique, assurée par une personne chargée des relations avec l'extérieur, dont le travail consiste principalement à effectuer les réservations pour le transport et l'hébergement, de s'assurer des formalités administratives (passeports, visa) et de délivrer les contrats d'assurance nécessaires aux voyages.

Expertise France, l'agence française d'expertise internationale, gère le budget et les déplacements effectués dans le cadre de la coopération statistique conduite par l'Insee.

Maghreb

Tunisie

Statistiques Tunisie a bénéficié de 22 actions de coopération au cours du second semestre 2017 (17 missions d'experts français en Tunisie et 5 visites d'étude de collègues tunisiens en France).

Toutes étaient organisées dans le cadre du jumelage européen en cours. Elles portaient essentiellement sur la comptabilité nationale et la réorganisation des directions régionales.

Maroc

Le Maroc a bénéficié quant à lui de 6 actions de coopération de la part de l'Insee (5 missions et une visite d'étude) dans le cadre de la coopération bilatérale entre l'Insee et le Haut-Commissariat au plan marocain.

Les domaines couverts sont la comptabilité nationale, la modélisation macro-économétrique, les nomenclatures économiques et les statistiques régionales. Une des missions, réalisée dans le cadre du programme Medstat IV, a porté sur les statistiques de genre.

Algérie

Les comptes nationaux et la mise en place d'une enquête sur l'innovation auprès des entreprises étaient, respectivement, les objectifs des deux missions d'experts de l'Insee réalisées en Algérie, l'une à l'Office national des statistiques et l'autre, dans le cadre d'un jumelage européen, au bénéfice du ministère algérien de l'industrie.

Visites communes à plusieurs pays du Maghreb

Les thèmes des 3 visites d'études organisées par l'Insee auxquelles ont participé des représentants des trois pays du Maghreb (Algérie, Maroc, Tunisie) étaient : les institutions sans but lucratif (avec notamment une présentation du répertoire national des associations du ministère de l'Intérieur), la diffusion des données et le nouveau site web de

l'Insee (Web4G), ou encore les objectifs de développement durable.

Afrique subsaharienne

« Gouvernance, paix et sécurité »

La thématique « Gouvernance, paix et sécurité » est l'un des 17 objectifs de développement durable définis par les Nations unies.

Dans ce cadre, quatre statisticiens de l'INS de Côte d'Ivoire et un expert d'Afristat ont suivi une formation au traitement et à l'analyse des données d'enquête. Cette formation était organisée à Paris par l'Insee et l'IRD-DIAL (unité mixte de recherche Développement, institutions et mondialisation de l'Institut de recherche pour le développement). Les travaux menés vont donner lieu à deux analyses thématiques, l'une sur la corruption et la qualité des institutions, l'autre sur la violence à l'égard des femmes.

Dans ce même cadre, un atelier sur la validation des instruments méthodologiques a rassemblé à Abidjan des statisticiens de onze INS africains (Bénin, Burundi, Cap-Vert, Cameroun, Côte d'Ivoire, Kenya, Mali, Madagascar, Malawi, Nigéria, Ouganda) et d'Afristat.



Participants à l'atelier « Gouvernance, paix et sécurité »

Sous l'égide de la Commission de l'Union africaine (CUA), cet atelier était co-organisé par l'Insee et l'IRD-DIAL, une activité qui s'inscrit dans le cadre de la Stratégie pour l'harmonisation des statistiques en Afrique (SHaSA).

Pays de la CEMAC

Des séminaires de conjoncture sont organisés par Afristat, deux fois par an, avec les commissions économiques et monétaires régionales : l'UEMOA³ pour l'Afrique de l'Ouest, la CEMAC⁴ pour l'Afrique centrale.



De gauche à droite : Serge MENDOUGA, prévisionniste à la direction de la prévision du Cameroun ; Serge EDI, macro-économiste à Afristat ; Serge DARRINÉ, Insee, formateur aux techniques rédactionnelles

Une formation aux techniques rédactionnelles a été assurée par un expert de l'Insee, lors du second séminaire de l'année organisé à Douala (Cameroun) pour les pays de la CEMAC, afin d'appuyer les participants, conjoncturistes et prévisionnistes, dans la rédaction de leurs notes de conjoncture et de prévision.

BCEAO

Une mission d'un expert de l'Insee a eu lieu fin 2017 à Dakar (Sénégal), au siège de la Banque centrale des États d'Afrique de l'Ouest (BCEAO), pour animer une session lors d'un séminaire sur les séries temporelles utilisées pour la conjoncture et la prévision.

Cette mission s'inscrit dans le cadre de la convention de coopération en cours entre la BCEAO et l'Insee.

3. Union économique et monétaire ouest-africaine.

4. Commission économique et monétaire d'Afrique centrale.

Sénégal

Un expert de l'Insee a participé à une mission auprès de l'Agence nationale de la statistique et de la démographie (ANSD), organisée par Paris21⁵, ayant pour objectif l'évaluation à mi-parcours de la Stratégie nationale de développement de la statistique (SNDS) du Sénégal, 2014-2019.

Guinée équatoriale

Le directeur général de l'INS de Guinée équatoriale, Ricardo NDEMESOGO, a effectué une visite d'études en décembre. À cette occasion, il a été reçu par Jean-Luc TAVERNIER, directeur général de l'Insee.



De gauche à droite : Jean-Pierre CLING, chef du département de la coordination statistique et internationale de l'Insee ; Ricardo NDEMESOGO, directeur général de l'INS de Guinée équatoriale ; Jean-Luc TAVERNIER, directeur général de l'Insee ; Rémy MONLOUIS-BONNAIRE, conseiller technique Banque mondiale auprès du directeur général de l'INS de Guinée

Europe et Asie

Roumanie

Une collègue roumaine a été invitée à participer à une visite d'étude commune à plusieurs pays du Maghreb sur le thème des associations en novembre.

Serbie

Dans le cadre du contrat de services sur financement européen qui se termine fin 2017⁶, l'Insee a apporté un appui technique à l'INS serbe, sous la forme d'une douzaine d'actions de coopération au

cours du second semestre 2017.

Cela représente un total de 115 jours-hommes dont 107 pour la composante Comptes nationaux (principalement sous forme de missions à Belgrade) et 8 pour la composante Indicateurs de développement durable (sous la forme d'appui à distance).

Turquie

Une délégation turque est venue à l'Insee en septembre pour une visite d'étude sur l'indice des prix à la consommation harmonisé.



De gauche à droite : Dogan Efe ERTEM, interprète franco-turc ; délégation de Turkstat - département des Indicateurs économiques et sociaux, groupe des Prix à la consommation : Hatem ÇAYIRTEPE, Cem BAŞ et Burcu Merve SERTESEN ; Fabien MALAVAL et Florian HATIER, experts de la direction des Statistiques démographiques et sociales de l'Insee - division des Prix à la consommation

Liban

Un expert de l'Insee a participé en octobre à une mission d'appui au ministère de l'Industrie du Liban pour la mise en place d'un recensement général des entreprises.

Pays du voisinage Est de l'Union européenne

Une experte de l'Insee a participé en septembre, à Minsk, à un séminaire de haut niveau des pays du voisinage Est de l'Union européenne⁷ portant sur la qualité des statistiques officielles. Elle y a fait deux présentations : l'une sur l'organisation du système statistique public français et l'autre sur la qualité des données administratives dans les statistiques officielles.

À cette occasion, les INS du voisinage Est ont pu présenter les bonnes pratiques en vigueur dans leur pays.

Russie

Deux actions de coopération au profit de Rosstat, l'INS russe, ont été réalisées par l'Insee, respectivement en août et novembre.

D'une part, un comptable national de l'Insee s'est rendu à Moscou pour une mission d'appui technique.



Sylvain HUMBERTCLAUDE (4^e en partant de la droite), expert de l'Insee en comptabilité nationale, entouré des collègues russes

D'autre part, une délégation russe a été reçue à Paris pour une visite d'étude sur la norme SDMX de diffusion des données.



Délégation russe venue en visite d'étude à l'Insee sur le thème de SDMX : au centre, Alexander GONCHAROV, expert en chef, entouré de ses collègues Natalia KOMKOVA et Valeria KOSOLAPOVA

Chine

Un expert de l'Insee s'est rendu à Pékin en octobre pour une mission auprès de l'INS chinois sur la conjoncture et les prévisions économiques.

5. Partnership in Statistics for Development in the 21st Century.

6. Voir l'article à ce sujet en page 2.

7. Il s'agit des six pays suivants: Arménie, Azerbaïdjan, Biélorussie, Géorgie, Moldavie, Ukraine.

Caraïbes

Haïti

Martine MOÏSE, Première dame de la république de Haïti, a été reçue par Jean-Luc TAVERNIER, directeur général de l'Insee, à l'occasion d'un voyage du couple présidentiel haïtien à Paris en décembre.

Mme MOÏSE, qui s'intéresse à la politique de la petite enfance en Haïti, a également rencontré les responsables en charge du recensement de la population et de la gestion du répertoire d'État civil.

Missions Eretes

Trois missions d'implantation ou d'approfondissement de l'utilisation d'Eretes (outil d'élaboration des comptes nationaux) ont eu lieu en Tunisie, au Maroc et au Ghana.

L'équipe technique Eretes a également participé au séminaire de comptabilité nationale organisé à



De gauche à droite : Valérie ROUX, cheffe du département de la démographie de l'Insee ; Martine MOÏSE, Première dame d'Haïti ; Jean-Luc TAVERNIER, directeur général de l'Insee

Port-Louis (Maurice) par Afritac South, le centre d'assistance technique du Fonds monétaire international (FMI) pour l'Afrique australe.

Les pays de cette zone, tous représentés lors du séminaire, sont : Afrique du Sud, Angola, Botswana, Comores, Lesotho, Madagascar, Malawi, Maurice, Mozambique, Namibie, Swaziland, Zambie, Zimbabwe.

Lors de ce séminaire, une session dédiée aux outils de comptabilité nationale a permis de présenter les fonctionnalités d'Eretes, peu connu dans cette partie du continent.

Pour les représentants de l'Insee, c'était également l'occasion de mieux connaître les pratiques des pays présents en matière d'élaboration des comptes nationaux à l'aide d'autres outils qu'Eretes (NA-DABAS⁸, SNAPC⁹, etc.).

Une cinquième action de coopération a eu lieu à Bamako (Mali) au cours du second semestre 2017, décrite dans l'article en page 3.

8. National Accounts Data Base System.

9. System of National Accounts on a Personal Computer.

Bilan des actions réalisées en 2017

Appui technique international apporté par l'Insee et les services statistiques ministériels partenaires en 2017

Nombre d'actions de coopération réalisées

Type de financement	Nombre
Bilatéral	67
Multilatéral	93
Total	160

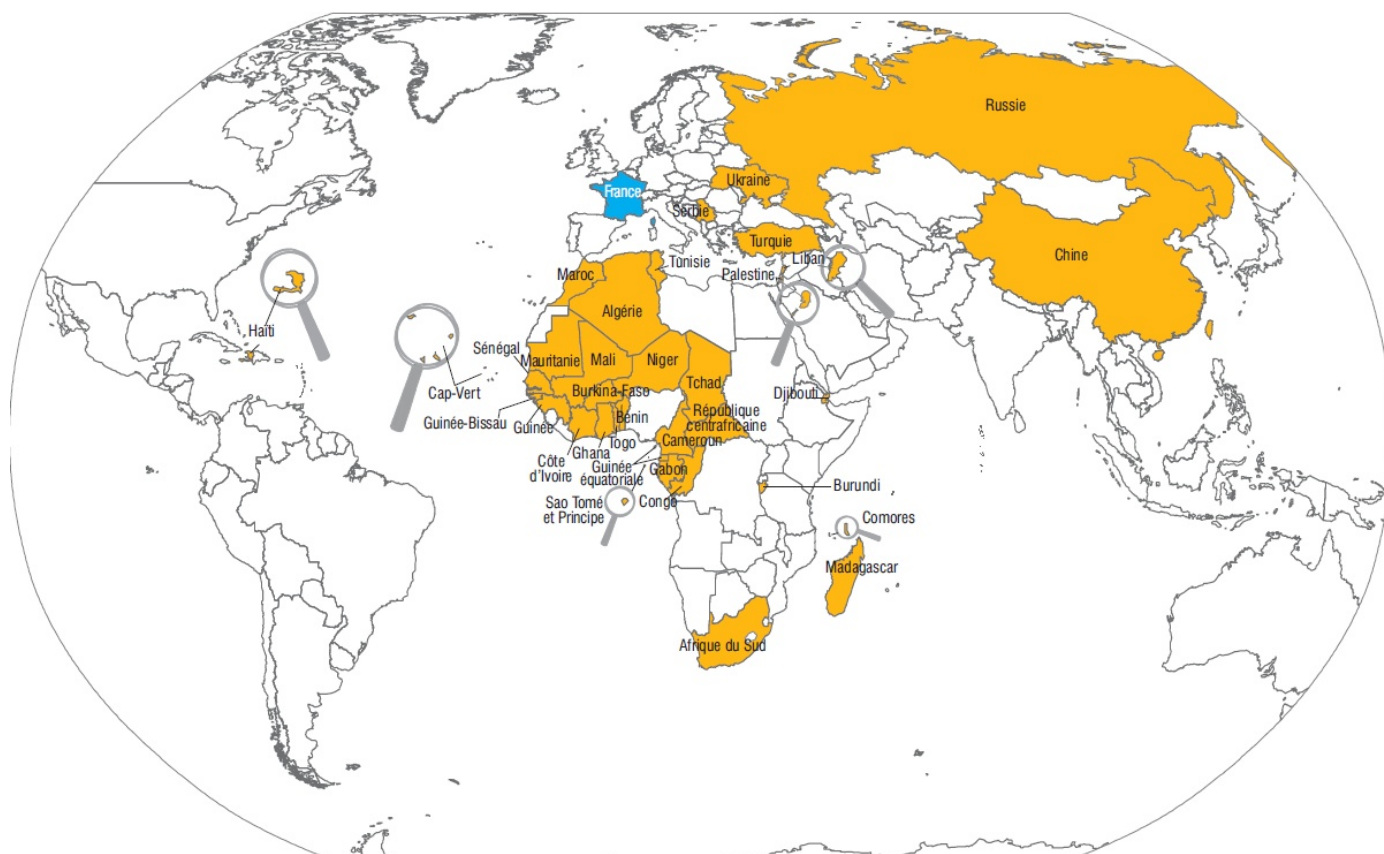
Nombre de jours d'expertise correspondant

Type d'action	Nombre
Mission	696
Visite	136
Échange à distance	17
Total	849

Nombre d'experts mobilisés

Origine des experts	Missions	Visites	Total
En activité à l'Insee	40	109	149
En activité en service statistique ministériel	7	37	44
Retraités de l'Insee	12	3	15
Total	59	149	208

Pays ayant bénéficié d'un appui technique de la part de l'Insee en 2017



Mentions légales

- Éditeur : Insee – direction générale, 18 boulevard Adolphe Pinard, 75675 Paris cedex 14

(<https://www.insee.fr/fr/information/2116900>)

- Directeur de publication : Jean-Luc TAVERNIER, directeur général de l'Insee

- Responsable éditorial : Jean-Pierre CLING, chef du département de la coordination statistique et internationale

- Rédacteur en chef : Serge DARRINÉ

Ont collaboré à ce numéro : Véronique ALEXANDRE, Jean-Samy AZIZ, Georges BOURDALLÉ, Sophie BOURREL, Serge DARRINÉ, Dominique FRANCOZ, Marie-Madeleine FUGER, Constance TORELLI

La division Appui technique international de l'Insee, c'est :

- Dominique FRANCOZ, cheffe de division

- Georges BOURDALLÉ, Maghreb et bassin méditerranéen

- Serge DARRINÉ, Europe et Asie

- Constance TORELLI, Afrique subsaharienne et Caraïbes

- Jean-Samy AZIZ et Sophie BOURREL, experts en comptabilité nationale et outil Eretes